

# Retour de l'inflation et assèchement administratif des liquidités

Posté le : 3 mai 2021 12:50 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise mondiale, Histoire économique récente

L'avantage de la pandémie de Sars-Cov-2 est qu'elle nous force à pénétrer dans des territoires inconnus qui mettent nos réflexes mentaux et nos habitudes de pensée à l'épreuve. Avec les océans de monnaie créés par les banques centrales occidentales, qui se comptent en milliards de milliards de dollars ou d'euros ou de tout ce qu'on veut, nous sommes techniquement en inflation et même en inflation délirante.

Lors de la crise des changes flottants de 2008 et lors de la crise sanitaire, les États ont réagi à une perte de valeur en 2008 et 2009, et à une perte de production et de revenu en 2020 et 2021 par la création de monnaie. La première inflation monétaire n'a pas eu d'effets sur les prix à la consommation, du fait de la profondeur de la récession et de l'ampleur de la mondialisation mais a fait jaillir les prix de la bourse et de l'immobilier. Régler des questions de valeurs monétaires des actifs par des émissions de monnaie, on peut dire qu'on restait dans la logique financière.

Compenser des pertes de production et de revenu avec de la monnaie, là, le pari était plus osé. Plus de monnaie et moins de production, il n'y a pas de théories économiques qui n'expliquent qu'on aboutit tôt ou tard à une hausse du prix des produits et une baisse de pouvoir d'achat de l'unité monétaire. Certes, l'absence de marché, du fait des confinements et autres couvre-feux, expliquait que l'argent créé reste sur les comptes en banque. Mais la réouverture des marchés et le redémarrage des affaires se devaient de lancer la hausse des prix.

Un point qui n'a pas été vu est la dislocation des « chaînes de valeur » et l'explosion du maillage logistique mondial. On n'en a pas bien mesuré la survenue faute d'expérience, même si certains événements avaient alerté sur les conséquences graves de pénuries imprévues parce que liées à des accidents, genre Fukushima. L'extension et le fractionnement de la chaîne de production, avec une politique de « just in time », fragilisent l'économie en cas de difficulté même ponctuelle et bien plus en cas d'explosion générale, et encore plus quand ces disruptions ne touchent pas tout le monde en même temps.

Ce qu'on voit aujourd'hui, ce sont d'immenses ruptures de stocks et des pénuries graves d'objets et de force de travail. À chaque redémarrage dans un pays ou dans un métier, l'entreprise se trouve confrontée à la difficulté de recruter et de trouver les intrants nécessaires à son activité. Les caisses sont pleines de liquidité, par exemple en France, et le crédit ne manque pas, mais on ne dispose plus de ce qu'il faut pour travailler.

L'affaire du muguet du 1<sup>er</sup> mai est très intéressante. En France, l'affolement avait conduit à ne pas accepter la vente de muguet en 2020. La production s'est effondrée et en 2021, on n'a pas eu assez de muguet pour faire face à la demande et les prix ont fini par flamber (jusqu'à 40 % de hausse en certains endroits), dès que la pénurie a été patente, et il n'a fallu que quelques heures pour la constater. Tous les fleuristes qui ont rouvert sont bien décidés à rattraper le temps perdu en augmentant les prix, mais tous ont eu la fâcheuse surprise de constater que les prix en Hollande, plaque tournante du marché, avaient augmenté massivement. Il sera instructif de suivre le cours des fleurs et le comparer à 2019.

Dans le bâtiment, c'est bien pire. Les artisans sont couverts de boulot, car l'argent est là et les propriétaires anciens ou nouveaux de maisons secondaires profitent des circonstances pour leur donner un coup de jeune, et les rendre plus confortables s'ils doivent y séjourner plus souvent du fait des rebonds de la pandémie. Et là, catastrophe. Les produits manquent. Tous. Du sable au bois, en passant par le cuivre, l'acier et le zinc. Les hausses sont dans la fourchette de 40 à 50 % ! Et les artisans ne trouvent plus de compagnons du fait que beaucoup ont quitté le métier ou préfèrent encore rester dans le cocon de l'assistanat. Du coup les contrats anciens ont perdu leur équilibre, les prix fixés n'ayant plus de sème, les délais s'accroissent, certains chiffres d'affaires sont arrêtés par les pénuries et poussent les trésoreries vers le bas. Dès qu'un projet a réussi à rassembler tous les facteurs de production, la facture pour le client est très élevée. On manque encore de chiffres, mais un rapide examen de quelques dossiers montre une hausse de près de 20 % sur les dossiers nouveaux.

Dans de nombreux domaines de l'industrie, les entreprises doivent faire face à des pénuries, notamment de matières premières et de puces. Là, la répercussion sur les prix est plus difficile compte tenu de la compétition mondiale. Mais dans un secteur en pénurie parce que la Chine, par exemple est le principal fournisseur de matières premières, comme les métaux rares, et réserve ces produits à ses propres industries, les fournisseurs américains et européens ne peuvent pas vendre et les produits chinois sont beaucoup plus chers car seuls disponibles.

Dans l'hôtellerie-restauration, trouver du personnel est devenu difficile et les chaînes d'approvisionnement, durement et longuement atteintes par la fermeture du secteur, ne peuvent pas fournir. Les hausses de prix en terrasse sont inévitables dès le mois de mai même si l'hôtellerie est, elle, obligée de rétablir sa clientèle et ne peut pas le faire en haussant ses prix. En Europe le prix de revient d'une canette de Coca Zéro, sortie d'usine, était entre 20 et 30 Cts d'euro, avec des prix de ventes entre 80 cts et 120 cts. En 2021, ces valeurs ont augmenté de près 50 % !

La disponibilité d'immenses réserves financières du fait de l'inflation des moyens de paiement permet à toutes les hausses de prix de trouver leur contrepartie. Donc, oui, il y a bien une inflation des prix et pas seulement des actifs de placement.

On dira : il s'agit d'une inflation frictionnelle liée à la crise et elle se résorbera avec un retour à la normale des chemins logistiques. De toute façon la mondialisation maintient l'obligation, notamment en France de ne pas augmenter les salaires, sauf à perdre encore des parts sur le marché mondial. Pas d'inflation des salaires, pas d'inflation des prix à la consommation durable.

Sans doute. Pas plus qu'il n'y a de doute qu'une partie des ressources créées ex nihilo par les banques centrales vont être utilisées à payer plus cher des prestations et des produits. Cela devrait conduire les autorités à être prudentes dans leur politique de reprise des revenus qu'elles ont lâchées au cœur de la crise. On ne saurait trop les inviter à ne rien faire de tel pendant les deux prochaines années. Un certain ajustement inflationniste est nécessaire pour sortir des conséquences de-là pandémie et d'une certaine façon est déjà acquis même s'il n'est pas encore manifeste. Donner un coup de faux administratif sur les liquidités alors que l'inflation latente se révèle peut conduire à une situation économique et sociale inacceptable.